

Deux circuits de l'économie urbaine : Tlemcen, Saïda (Algérie)

In: Cahiers de la Méditerranée, N°26, 1983. Cités et nations au Maghreb. pp. 125-139.

Citer ce document / Cite this document :

Mignon Jean-Marie, Romann Dominique. Deux circuits de l'économie urbaine : Tlemcen, Saïda (Algérie). In: Cahiers de la Méditerranée, N°26, 1983. Cités et nations au Maghreb. pp. 125-139.

doi : 10.3406/camed.1983.942

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/camed_0395-9317_1983_num_26_1_942

DEUX CIRCUITS DE L'ÉCONOMIE URBAINE TLEMCCEN, SAÏDA (ALGÉRIE) (*)

LES DEUX CIRCUITS, BASE DE LA DÉMARCHE

Tlemcen, vieille ville commerçante et artisanale, a été une capitale politique autonome. La colonisation a moins bouleversé sa structure sociale qu'elle ne l'a fait dans la plupart des autres villes algériennes, la bourgeoisie locale de vieille tradition ayant participé activement à l'évolution urbaine de cette période. La proportion d'européens est toujours restée relativement plus faible que dans les autres villes algériennes de même taille.

Saïda, située nettement plus au sud de l'Oranie, à la limite des Hauts Plateaux, ne s'est constituée qu'en 1844, autour d'un poste militaire. Restée longtemps une ville très européenne, elle est promue chef-lieu de préfecture en 1957. Située dans un environnement physique aride, sa croissance démographique est maintenant plus rapide que celle de Tlemcen. Cependant, sa population reste deux fois moins importante en 1973.

Nous avons fondé la méthode d'enquête de ces deux villes et la description des résultats à partir de la théorie des circuits, base des analyses de Milton Santos (1); la théorie des deux circuits est un modèle de fonctionnement de l'économie urbaine dans un espace dépendant. Elle s'efforce d'expliquer le comportement économique des différents agents dans les processus de production, de transformation et d'échange des biens.

Circuits socio-économiques et non pas circuits de biens ou de services, ils sont l'expression de deux sous-systèmes intégrés dans le même espace urbain. Le premier sous-système, le circuit supérieur, qui peut recouvrir des situations différentes selon la localisation, s'oppose au circuit inférieur constitué de formes de production, de distribution et de consommation vieilles, ou obsolètes, ou différentes, fonctionnant sur un mode propre, mais non autonome.

(*) Cf. notre thèse de troisième cycle, *Structure des activités et rôle de deux villes moyennes algériennes, Tlemcen et Saïda*, Paris I, Institut de Géographie, novembre 1977. Cet article est écrit à partir des résultats d'enquêtes menées sous la responsabilité de Georges Coutsinas et de Milton Santos, à Tlemcen par Dominique MATAILLET, João MARTINS, Dominique ROMANN et Gustavo URDA-NETA, et à Saïda par Georges CHAMPSEIX, Jean-Jacques GUIBBERT, Charles A. LAZZARI G. et Jean-Marie MIGNON.

Ces deux circuits entretiennent entre eux des relations de complémentarité où le circuit supérieur, lié au système national dominant, impose sa domination sur le circuit inférieur. Ce dernier dispose d'une certaine élasticité qui lui permet d'assurer la répartition des richesses en fonction de la situation économique.

Ce système n'est pas figé et il existe un passage gradué entre les deux circuits, une frange d'activités qui sont, la plupart du temps, des activités du circuit supérieur qui s'intègrent au circuit inférieur par incapacité de modernisation. La détermination la plus fine possible du type d'articulation entre les deux circuits et la nature des relations de complémentarité et de dépendance qu'ils entretiennent nous semblent un élément fondamental de l'analyse.

Il est bien hasardeux de dépasser l'analyse typologique dans l'étude de l'organisation urbaine. Une approche descriptive de l'extrême complexité du tissu économique et social urbain peut être moins contraignante qu'une approche opérée dans le carcan d'un modèle. Cependant, l'intérêt propre de cette méthode est qu'elle met en valeur le circuit inférieur et permet ainsi de mieux cerner l'intégration de l'économie locale à l'économie nationale, la distribution des revenus et des biens, les rapports ville campagne. Et cette approche nous semble pouvoir orienter des actions cohérentes, au niveau urbain, et les rendre plus opératoires.

L'ENQUETE URBAINE ET SES DIFFICULTÉS.

. Les informations statistiques existantes sont insuffisantes dans une démarche de ce type. Les méthodes de recensement classique ne saisissent pas systématiquement la réalité mouvante du circuit inférieur du fait de la mobilité spatiale des unités économiques, de leur durée, de leur caractère marginal vis-à-vis des organismes officiels. De plus, ces enquêtes différencient les activités à partir des catégories de biens, de la production, du chiffre d'affaires, du nombre d'employés, ce qui ne permet pas toujours de définir à quel circuit se rattache l'activité économique recensée. Ces indicateurs sont utiles mais insuffisants pour définir le circuit inférieur où la régularité de l'activité économique, le type de relation financière avec les grossistes et la clientèle, la technologie employée, etc. sont des critères plus explicites.

Le circuit inférieur nécessite donc une approche entièrement originale où l'on pose comme donnée de base le comportement économique spécifique des agents de ce circuit, dont le maintien d'une précaire activité est entièrement destiné à assurer leur propre subsistance et celle de leur famille.

. L'enquête des ménages, dans le but d'évaluer leurs recettes et leurs dépenses principales, est donc le corollaire de l'enquête des activités économiques, publiques et privées. Elle apporte une information majeure sur les flux financiers entre les circuits.

Elle est indispensable également pour l'appréhension de l'ensemble des activités. Les statistiques officielles qui sous-estiment déjà les activités s'exerçant dans les locaux professionnels ou celles installées sur le trottoir, laissent échapper celles qui s'exercent dans les locaux d'habitation, les gardiens et employés de maison non déclarés, ceux qui exercent les travaux de tissage, lavage, couture, les prostituées, les

enseignants à domicile, les petits artisans réparateurs, etc... L'emploi féminin est particulièrement touché par cette discrimination.

Autre difficulté, le recensement de certains types de services et de leur rémunération, les locations d'argent, de logements ou de terres, les emplois clandestins, illégaux, ceux exercés par les femmes ou les enfants. La rémunération perçue en «services en retour», en biens de consommation ou en espèces, occulte parfois la notion d'emploi pour les agents mais participe pleinement à l'activité urbaine d'une société pour qui les rapports sociaux sont fondés sur la conscience d'une solidarité qui s'exerce au delà du champ familial.

. Les activités ne sont pas toujours enregistrées sur le Registre de Commerce, le point de fabrication ou de vente peut être itinérant, et s'il se déplace dans plusieurs centres urbains, il devient périodique pour la ville enquêtée.

Autre écueil, la durée de l'activité. Elle peut avoir un rythme hebdomadaire, saisonnier. Les enquêtes à Tlemcen et à Saïda n'ont pas eu lieu aux mêmes saisons, entraînant des distorsions, surtout dans le secteur agricole, provoquant des répercussions dans de nombreuses activités.

La détection de ces multiples activités, au revenu parfois très faible, permet d'expliquer la survie d'une ville qui annonce jusqu'à 40 % de chômeurs en âge d'activité. La relation de ces villes à leur environnement rural est important pour le revenu urbain.

. La taille de la ville et la durée de la mission imposent le type d'enquête, mais le choix doit se porter en priorité vers les activités non centrales, les artisans et les marchés «traditionnels», les activités situées à la périphérie de la ville, ou celles des trottoirs et des locaux d'habitation. D'autre part, l'enquête doit aussi porter sur la zone rurale, la ceinture maraîchère de la ville, source de revenus importants et de flux de marchandises dans un groupe social qui reste très lié à la campagne.

Avant de présenter les résultats des enquêtes, il nous paraît nécessaire de situer ces deux villes dans un contexte historique et national. Car le rôle spécifique et la localisation de chacune des villes expliquent leur plus ou moins grande capacité à intégrer les mutations socio-économiques qui affectent actuellement l'organisation de l'espace algérien, et la diversité de leur réponse.

SAIDA ET TLEMCEM ET LA COLONISATION.

. Avant sa destruction en 1841 par Bugeaud, Saïda était un centre de repli d'Abd el Kader, à 70 kms au sud de Mascara, à 200 kms de la côte. En 1850, les premiers civils européens s'y installent. L'établissement de la Compagnie Franco-Algérienne en 1873 qui obtient le privilège d'exploitation de l'alfa sur 300 000 ha, à charge pour elle de construire la voie ferrée, est un événement qui change l'avenir de la ville. La population française se stabilise autour de 5 300 personnes jusqu'à son départ en 1962. La population algérienne dépasse la population française dès 1930 et progresse fortement désormais. A la veille de la guerre de libération, la ville compte 19 300 habitants.

C'est alors un centre administratif et militaire, un bourg médiocre qui organise le ramassage et l'évacuation de l'alfa vers les ports côtiers et un marché aux bestiaux peu développé malgré l'immense richesse des troupeaux de moutons des Hauts Plateaux. Centre d'éclatement et de regroupement de la marchandise, c'est à Saïda que résident ou viennent s'approvisionner les colons et les propriétaires terriens vivant d'élevage et de céréaliculture.

En 1954, il n'y a plus de création d'activités liées à la production ou à la consommation locales, ou aux besoins du secteur rural. Il se crée un déséquilibre croissant entre le développement de la population et la stagnation de l'activité coloniale. Le développement économique de Saïda se situe à un palier. La période qui débute en 1954 est marquée par l'intervention massive du secteur public civil et militaire dans les affaires économiques et par le renforcement du secteur administratif. Mais l'événement fondamental est le bouleversement du monde rural. La population rurale est regroupée dans les campements administrés par l'armée (2), la campagne est parfois complètement vidée près de zones frontalières. L'exode rural, déjà puissant, prend des proportions inquiétantes tandis que les surfaces céréalières diminuent de 10 % et le cheptel de 20 % entre 1954 et 1962.

En 1965, un plan national d'industrialisation s'ébauche. Il s'instaure désormais dans les actions une certaine cohérence qui fait apparaître ses premiers résultats à partir des années 1970, avec cependant l'accélération des distorsions spatiales et sociales extrêmement violentes. En ce qui concerne Saïda, le renforcement du centre administratif entraîne la création d'activités dans les secteurs des Services, l'équipement social, éducatif, administratif et technique. Les sociétés nationales renforcent leurs antennes locales de production et de distribution. Mais la zone industrielle saïdienne accueille trop lentement des industries qui sont autant d'«enclaves économiques» dans la région, du fait de leur type de production sans rapport avec les potentialités locales.

. Tlemcen n'est plus la ville fastueuse qu'elle a été du VII^{ème} au XIV^{ème} siècle. Elle compte en 1830 12 000 personnes. En 1842, à l'issue de la lutte entre Bugeaud et Abd el Kader, la ville est annexée au Territoire de la colonisation, mais elle s'est encore dépeuplée. Les activités commerciales et manufacturières dépérissent au profit d'autres villes comme Maghnia ou Nedroma, situées à une cinquantaine de kilomètres.

La colonisation redéfinit alors un nouveau rôle pour Tlemcen, adapté à l'exploitation du domaine agricole, en créant dans sa région un réseau bancaire et coopératif vite structuré et très influent dans tous les domaines de la vie politique. Les premiers centres de colonisation périphérique à Tlemcen sont créés à cette époque (Bréa, Négrier, la Ferme, Saf Saf, Mansourah, ...).

La vitalité de la bourgeoisie locale dans la création de petites et moyennes entreprises incorporant beaucoup de main d'oeuvre, a pu enrayer la chute des activités traditionnelles, comme le travail de la laine, lors de l'arrivée du capital et des productions manufacturières français. Mais son rayonnement et son autonomie ne s'en trouvent pas renforcés. Oran, ville portuaire, se dresse rapidement en rivale et supprime Tlemcen de façon décisive car le rôle de celle-là devient immédiatement prépondérant dans le nouveau réseau urbain colonial. Tlemcen est intégrée dans ce réseau comme une ville de deuxième rang, bien qu'elle ait réussi à conserver des caractéristi-

ques propres, grâce à sa situation de contact avec la région marocaine, la relative faiblesse de la colonisation agricole et les riches particularismes de la population autochtone.

La période coloniale a définitivement bouleversé l'ordre spatial antérieur, vaguement polycentré, en lui substituant un espace, régional lui aussi, mais drainé par les ports côtiers. Dans l'ouest algérien c'est Oran qui établit des relations privilégiées avec l'extérieur et qui organise un réseau de relais internes de la colonisation placés sur les voies de communication, perpendiculaires à la côte. A cette époque, l'Oranie apparaît comme une entité spatiale refermée sur elle-même. Oran en est le pivot, le lien avec la France. L'organisation intérieure de l'Oranie s'effectue avec le minimum d'intégration avec le reste de l'Algérie. Cependant, à partir des années 1960, avec l'indépendance, un nouveau schéma urbain se met en place dont un élément essentiel est la centralisation nationale autour d'Alger, ville capitale.

LA SITUATION URBAINE AU DÉBUT DES ANNÉES 1970.

. Nous avons estimé la population de l'agglomération tlemcenienne à 96 000 habitants en 1972, à 112 000 pour l'ensemble de la commune. La population de l'agglomération de Saïda s'élevait à 51 000 personnes à la même date. Entre le recensement de 1966 et les enquêtes de 1972, l'accroissement annuel de Tlemcen aurait donc été de 5,2 % et celui de Saïda 8,7 %. Les chiffres impliquent une forte immigration, en particulier pour Saïda, au regard de la croissance naturelle de la population algérienne (3,2 % en 1966).

D'autre part, face au rajeunissement rapide de la population, le pourcentage de la population en âge de travailler a tendance à diminuer (46,5 % à Saïda, 48,5 % à Tlemcen) mais le nombre de jeunes à la recherche de travail augmente tous les ans.

Les migrations interviennent avec beaucoup plus de force que l'accroissement naturel de la population pour moduler l'augmentation de la population, suivant la localisation. Migrations temporaires ou définitives, elles rendent compte du manque de stabilité du système régional, de l'inégale répartition des emplois et des richesses, de la fragilité du secteur rural.

Dans la région tlemcénienne, les migrations s'effectuent sur une zone relativement limitée, ce qui n'est pas le cas de la région saïdienne, où l'afflux migratoire est une résultante essentielle de la situation économique désastreuse de l'arrière-pays. La provenance des migrants n'est pas la même pour les deux villes. La carte de la migration tlemcénienne est plus équilibrée que celle de Saïda en ce sens qu'elle reçoit une population migrante dont le taux baisse progressivement au fur et à mesure de l'éloignement de la ville. Saïda n'accueille que la population la plus proche. Le reste de son espace administratif, la wilaya, est attiré par d'autres centres urbains plus attractifs. Un fort pourcentage de migrants venus du nord du pays achève le déséquilibre : Saïda reçoit des fonctionnaires ici nommés, mais aussi beaucoup d'artisans et de commerçants qui apportent avec eux capitaux et savoir-faire dans une ville sans grand passé urbain qui n'a pas su s'extraire rapidement de son milieu rural.

La population migrante de Tlemcen retient l'attention par son caractère spécifique : le double mouvement de l'immigration rurale et de l'émigration de cadres. La ville ne pouvant offrir un emploi à tous ses diplômés, le caractère de la population tlemcénienne change. Une sorte de nivellement social l'uniformise au regard des autres centres urbains algériens, une lente prolétarianisation de la ville par les ruraux qui s'y installent et le départ vers les villes plus centrales, Alger, Oran (3) d'une fraction de la population aisée et cultivée qui avait créé les activités traditionnelles de la ville.

L'EMPLOI, LES ACTIVITÉS.

En 1966 (4), la situation de l'emploi est plus dramatique à Saïda qu'à Tlemcen. Le quart des actifs saïdéens sont des saisonniers agricoles, en fait des chômeurs déguisés. Ils sont cinq fois moins à Tlemcen. Les femmes employées forment 16,2 % des occupés à Tlemcen, 10,5 % à Saïda, traduisant ainsi non seulement la spécialisation tlemcénienne de l'activité du tapis, mais aussi une différence de niveau d'instruction et de pénétration des activités du circuit supérieur, induisant une augmentation du revenu des ménages et un plus fort taux d'occupation global de la population. Un emploi nourrit 5,1 personnes à Tlemcen, 7,5 à Saïda. En 1972, la situation n'a pas changé. Alors que Tlemcen est deux fois plus peuplée que Saïda, le volume de l'emploi est 3,5 fois plus grand (5). Si, pour les deux villes, l'augmentation des emplois a été supérieure à la croissance démographique, il reste délicat d'en déduire que le taux de chômage a diminué ou que le caractère rural de Saïda a faibli. Dans cette ville, l'administration et la distribution ont une importance relative considérable, alors que l'importance du secteur productif est remarquable à Tlemcen.

Cependant, Tlemcen a considérablement renforcé en une décennie son caractère mono-industriel. Mais les activités du tapis, trop dépendantes de l'étranger, sont retombées depuis à un niveau médiocre. L'emploi dans le bâtiment a été multiplié par trois ; cette activité est, plus encore à Saïda, responsable d'une bonne partie de la croissance de l'emploi.

A Tlemcen, le développement de l'emploi est moins lié à l'action directe de l'État qu'à sa politique économique qui a permis durant la période 1967 - 1972 la multiplication des emplois privés productifs. A Saïda, le commerce s'est développé plus vite que la population alors que la croissance des services a été limitée. L'emploi saïdéen reste trop lié aux injections de capitaux des programmes d'actions nationale et régionale de l'État, qui servent plus l'équipement administratif et la consommation des ménages que l'investissement productif.

Dans les deux villes, malgré une répartition de l'emploi différente, le circuit inférieur a relativement la même importance, quoique les revenus moyens soient plus faibles à Saïda.

Emploi, en pourcentage, par secteurs et par circuits :

	Circuit Supérieur				Circuit Inférieur	
	public		privé		privé	
	Tlemcen	Saïda	Tlemcen	Saïda	Tlemcen	Saïda
Production	12,8 %	71,2	65,2	3,7	21,9	25
Bâtiments et Travaux Publics	41,9 %	29,3	43,2	56,1	14,8	14,9
Distribution	9,3 %	15,2	42,5	26,2	48,1	58,7
Services, Transports	18,2 %	14,2	17,8	33,6	64,4	52,1
Administration	100 %	100	-	-	-	-
Total	32,9 %	48,8	41,7	26,9	25	24,5

Ce tableau illustre la vitalité du secteur privé de Tlemcen dans le domaine de la production et de la distribution, au regard de Saïda, ville soutenue par les entreprises nationales. S'il montre un pourcentage total à peu près égal d'activités du circuit inférieur pour les deux villes, les activités de production et de distribution saïdèennes sont cependant relativement plus nombreuses qu'à Tlemcen.

Au regard du taux de la population employée, il semble que le circuit inférieur ait des possibilités relativement limitées, quoique non négligeables, et qu'il ne puisse toujours compenser les faiblesses de l'emploi du circuit supérieur. En effet, malgré la très forte pression des sous-emplois à Saïda, il apparaît que le faible niveau des activités urbaines, l'étroitesse de la classe sociale aisée capable de redistribuer un certain revenu et de créer des activités, n'autorisent pas un fort développement du circuit inférieur. La distribution dans le circuit inférieur n'est que de 10 % plus importante à Saïda qu'à Tlemcen (58,7 % à Saïda, 48 % à Tlemcen). Le commerce est le secteur le mieux capable d'accueillir les ruraux déracinés et les plus démunis. Les services saïdèens du circuit inférieur sont 12 % plus faibles que ceux de Tlemcen, conséquence de la taille de la ville et de sa dépendance face au circuit supérieur.

La domination du circuit supérieur saïdéen s'exerce de façon déterminante par le biais du secteur public, bien plus puissant qu'à Tlemcen. Le circuit supérieur privé, défaillant à Saïda, ne représente en emplois que le quart des activités urbaines, alors qu'à Tlemcen il en assure plus du tiers.

Les formes de l'emploi se modulent en fonction des circuits. L'importance des «aides familiaux» est remarquable dans l'inférieur et gonfle plus encore le secteur de l'emploi à Saïda ; dans le supérieur les apprentis prennent la place des «aides familiaux», marquant ainsi leur statut «moderne».

LES REVENUS.

. Selon l'AARDES (6), en 1970, le seuil de 6 000 DA/an est la valeur minimum nécessaire à l'achat des biens vitaux pour assurer la vie d'un ménage saïdéen et la simple reproduction de la force de travail de son chef. Le revenu d'un ménage moyen des quatre communes urbaines de la wilaya de Saïda était de 8 400 DA, mais 57,6 % des ménages vivaient en dessous du seuil des 6 000 DA, marquant ainsi l'importance de l'auto-subsistance même en milieu urbain.

En fait, le contraste de l'échelle des revenus est remarquable. Les grossistes, 0,3 % des ménages, perçoivent 6 % du revenu total avec un revenu moyen de 185 000 DA. Viennent ensuite les artisans (35 000 DA) dont le haut revenu proviendrait de leur valeur technique et du monopole de fait qu'ils exercent dans certaines activités. Le secteur du commerce de détail avec 16 000 DA, perçoit en raison de leur nombre, le quart du revenu urbain.

L'origine des revenus marque le caractère de Tlemcen et de Saïda. Les revenus auto-consommés, les petits travaux annexes, le travail des femmes au foyer, le revenu immobilier et celui de la propriété foncière citadine, les transferts sociaux s'ajoutent à l'emploi salarial. A Tlemcen, les revenus provenant de l'exploitation des terres des citadins représentent 5 à 10 % du revenu urbain (7). Pour la plupart des catégories socio-professionnelles, le revenu procuré par l'activité principale atteint 75 à 95 % du revenu total. Pour les revenus inférieurs à 5 200 DA, le revenu principal représente au maximum les 3/4 du revenu total. Dans sa wilaya rurale, Saïda est la seule agglomération dont les activités ne dépendent pas uniquement du monde rural. Ce dernier reste cependant la donnée fondamentale, tant par les activités qu'il induit, que par les revenus qu'il assure. En effet, malgré son importance, l'administration exerce plus sa puissance par le contrôle et l'organisation de l'espace saïdéen que par les revenus qu'elle distribue.

Le circuit inférieur, plus souple, permet l'apport de revenus provenant de sources multiples. Il est contraint en effet de trouver des mécanismes internes lui permettant de survivre, d'autant plus que les mécanismes économiques externes (habitat, chômage, circuits de biens) jouent à son désavantage.

LE FINANCEMENT DES ACTIVITÉS

. La création d'une activité demande des fonds d'importance diverse selon le type de l'activité et selon sa taille. Les capitaux sont souvent privés, personnels ou familiaux, car si les banques favorisent l'action courante des entreprises privées du circuit supérieur, elles interviennent plus rarement dans leur création.

L'importance des fonds à mobiliser, la difficulté à les réunir font qu'à Saïda, seules la majorité des grossistes et la bourgeoisie agropastorale pourraient être capables de se lancer dans de tels investissements. Mais ces groupes sociaux à haut revenu ne font que consommer ou réinvestir dans le même secteur et reproduisent en plus grand la même réalité économique. Un seul grossiste saïdéen a investi dans le secteur industriel, mais dans la wilaya d'Alger.

L'étatisation progressive du commerce de gros et la réforme agraire devraient

pourtant être des arguments puissants pour une reconversion des capitaux. Ils ne contrebalancent cependant pas les inconvénients de la localisation ou l'influence de l'État jugée trop envahissante par les investisseurs privés. Le contrôle complet par l'État des circuits d'importation, la mise en route d'entreprises publiques de production de biens de grande consommation, apparaissent comme des gênes importantes et incitent les investisseurs privés à ne raisonner que dans le court terme.

A Tlemcen, les conditions sont sinon différentes, du moins plus favorables : les capitalistes sont beaucoup plus nombreux et s'appuient sur un milieu commercial et industriel plus dense. Mais la ville reste à l'écart des centres de décision, d'approvisionnement et de commercialisation.

Car Alger et Oran attirent à elles l'industrie d'État et aussi l'industrie privée. Celle-ci se dirige uniquement vers les activités de production destinées à la satisfaction de la consommation finale concentrée en majeure partie dans les métropoles. Le secteur des industries textiles a recueilli la moitié des investissements, viennent ensuite les industries mécaniques et électriques, et enfin les industries alimentaires. Cette préférence s'explique par le fait que les détenteurs de capitaux qui ont consenti à investir leur épargne ne sont que d'anciens commerçants spécialisés dans la vente de tissus, de denrées alimentaires ou de grands propriétaires terriens qui veulent diversifier leur activité.

LA LOCALISATION DES ACTIVITÉS.

Dans chacune des villes cohabitent un centre «moderne» et un centre «traditionnel». Les deux centres sont géographiquement voisins. A Tlemcen, le centre commercial moderne s'est implanté à côté du centre commercial traditionnel, le but étant non seulement de desservir la population européenne, mais d'intégrer toute la population au même circuit commercial. Les centres ne sont pas perçus comme concurrents mais comme complémentaires au regard des consommateurs.

A Saïda, l'évolution historique inverse a conduit le centre traditionnel à se localiser près du centre moderne.

Le centre traditionnel, d'autre part, est un centre incomplet. La colonisation l'a privé de toutes les activités de commandement. Il est subordonné pour une grande part au centre moderne ; on observe cependant que de nombreux grossistes s'y sont installés, car ils y recrutent une bonne partie de leur clientèle.

Sauf pour les commerces alimentaires disséminés dans l'ensemble de l'agglomération, la spécialisation par quartier est la règle, et il y a adéquation, dans chaque quartier, entre le type de population et le type et le niveau de l'activité.

Enfin, la taille des villes ne permet pas un grand développement des centres secondaires urbains. A Tlemcen, les zones d'activités modernes et traditionnelles se diffusent ainsi le long des artères jusqu'au delà des portes de la ville. Au contraire de Doui Thabet, centre secondaire de Saïda, à l'origine un village indépendant sur l'autre rive de l'oued, la dépendance de Bou Dghane qui est semblable à Doui Thabet sur bien des points, est restée presque totale vis-à-vis du centre tlemcénien et de ses extensions radiales. L'intégration plus poussée des habitants tlemcénien à leur ville

expliquerait que les hommes, allant en ville pour leur travail, y fassent aussi la majorité des achats.

LE CIRCUIT SUPÉRIEUR, CONSÉQUENCE DE LA POLITIQUE D'INDUSTRIALISATION NATIONALE.

La double structure des circuits économiques s'est mise en place durant l'époque coloniale. Cependant elle n'est pas l'expression de deux économies qui s'affronteraient, l'une traditionnelle, se développant sur un type d'organisation précapitaliste, l'autre, moderne, fonctionnant sur un modèle capitaliste. L'enquête a permis la mise en valeur de l'existence de deux catégories bien différenciées d'agents économiques appartenant à ces deux circuits, qui, outre leurs caractéristiques internes et structurelles, sont déterminées par leur place et leur comportement dans la production et la circulation des biens et dans leurs rapports avec l'espace extérieur à la ville, ainsi qu'avec le secteur public. Il n'y a pas dualisme économique, mais antagonisme de deux sous-secteurs évoluant dans la même sphère économique, le capitalisme d'État algérien. Car l'élément fondamental est, après l'introduction des structures capitalistes françaises en Algérie, la création d'un secteur industriel de pointe en Algérie, lequel commande, à travers l'organisation financière et commerciale dans lequel il se développe, l'ensemble des activités situées sur le territoire national.

Le circuit supérieur, dans les villes de Tlemcen et de Saïda, représente l'ensemble des activités du secteur public, et les entreprises de production, de commercialisation et de service privées dont les activités sont étroitement liées au mode de production dominant. Les critères de sélection du circuit supérieur se basent, en ce qui concerne le financement des activités, tant pour leur création que pour leur gestion, sur le crédit bancaire, marquant ainsi leur capacité d'accumulation. En ce qui concerne les biens produits, les critères se basent sur l'origine des matières premières, souvent étrangères, l'aire de vente, les volumes de production et de commande, lesquels conditionnent le choix des fournisseurs et des clients ; en ce qui concerne la technologie utilisée, sur l'âge et la capacité du matériel utilisé, le rapport entre le travail et le capital, les quantités stockées.

L'organisation socio-économique des activités est aussi fondamentale dans les rapports entre patrons et employés, et dans le rôle des intermédiaires.

Depuis l'arrivée au pouvoir de H. Boumedienne, le secteur privé du circuit supérieur effectue une rapide mutation, face au secteur public qui s'impose comme le partenaire privilégié, parfois obligé, de tous les autres centres d'activité du circuit supérieur.

Dans le secteur rural, les grands propriétaires, les absentéistes vivant en ville sont parfois dépossédés, les industries étrangères de grande envergure sont nationalisées. La fonction stratégique et si lucrative d'intermédiaire commercial est partiellement menacée. Les revenus du circuit supérieur privé sont donc réduits par l'émergence des sociétés nationales et par la réforme agraire. Le capital privé cherche donc à se déplacer vers d'autres directions. Souvent l'investissement s'effectue à la frange de l'activité du secteur nationalisé : le commerce de demi gros, les transports, les gérances de commerce, l'immobilier, l'import-export, etc. L'investissement à l'étranger s'est raréfié désormais, cependant l'investissement dans le secteur de la production

a beaucoup baissé depuis 1970. Beaucoup d'entrepreneurs cherchent à s'intégrer à la fonction publique, dans les sociétés nationales, à la recherche de profits annexes, en profitant des avantages que leur donne leur situation au sein de la société ou de l'office public. Les profits les plus importants ne peuvent en effet venir désormais que d'une certaine connivence entre hauts fonctionnaires et capitalistes. Si l'investissement spéculatif est majoritaire, il s'effectue aussi dans le secteur industriel, pas nécessairement réinvesti dans le même secteur d'activité et rarement sur place, les contraintes spatiales s'exerçant en faveur des centres d'industrialisation de base ou du chef-lieu de wilaya car la clientèle est souvent constituée par les sociétés nationales ou les services extérieurs des ministères qui s'y trouvent. Mais ce sont les villes plus centrales qui bénéficient de la majeure partie de ce financement, Oran, Alger.

Dans le secteur de la commercialisation, la multiplication des demi grossistes est une réponse à la multiplication des agences de distribution des sociétés nationales car les grossistes se savent dépossédés de leur rôle à terme, et ils s'efforcent de conserver leur domination sur le commerce de détail par le demi gros, intermédiaire obligé entre les sociétés nationales et le circuit inférieur, du fait du crédit et du type de relations personnelles qu'eux seuls peuvent maintenir avec ce circuit.

La conséquence de l'ensemble de cette situation a fait apparaître la concentration du circuit supérieur vers les villes principales, où se regroupent les hauts revenus, une grande masse de la population, et le pouvoir avec lequel il entretient des rapports de subordination, mais aussi une certaine collusion. Et cette situation s'effectue par le renforcement du secteur public pour le circuit supérieur et en conséquence, par l'affermissement du circuit inférieur.

LE CIRCUIT INFÉRIEUR, DÉPENDANT DU CIRCUIT SUPÉRIEUR.

Les mêmes critères de sélection que ceux pris pour le circuit supérieur ont été choisis. Mais les réponses sont différentes. Le financement des activités est familial, ou non institutionnel, la capacité d'accumulation nulle, l'unité de production, de commercialisation ou de service n'a souvent uniquement qu'un patron, parfois des ouvriers, des « apprentis » à vie, fils ou neveux, et le matériel est « traditionnel », obsole, et il fournit souvent un bien qui n'est pas produit par le circuit supérieur.

L'État n'a pas de politique cohérente à l'égard du circuit inférieur. En fait, les relations directes qu'il entretient avec lui sont rares. Cependant, il retire de nombreux avantages de cette situation : une fraction importante de la main-d'oeuvre est utilisée dans le circuit inférieur. Les petits capitaux privés trouvent ainsi un moyen de s'investir dans une activité. Le circuit inférieur fabrique et distribue des biens et des services non satisfaits par le secteur nationalisé, ou vendus trop chers. Cette production est destinée à une partie de la population urbaine, ainsi qu'à leur clientèle rurale, quoiqu'elle soit alors fortement concurrencée par l'auto-production des ménages, en particulier dans le secteur du tissage et de l'alimentaire.

A cet artisanat qui reproduit la fabrication « moderne » avec des moyens et des matériaux « non modernes », s'ajoute un artisanat de réparation, de fabrication ménagère en plein essor. Artisanat de réparation dans tous les domaines, mais plus spécialement celui de la petite mécanique, et de l'électro-ménager. Artisanat de fabrication ménagère aussi, pour le mobilier en bois ou métallique, dans le second oeuvre des

bâtiments, menuiserie et ferronnerie.

Le petit commerce se développe énormément, en relation avec l'accroissement de la population urbaine. Le commerce des fruits et légumes est l'activité qui accueille le plus les hommes qui ont quitté la campagne. La dépendance financière de ces commerçants vis-à-vis de leur grossiste est telle que les commerces semblent plutôt être des succursales, des centres de distribution des grossistes que des magasins indépendants.

Les relations du circuit inférieur vis-à-vis du supérieur sont multiples :

- la dépendance peut s'effectuer directement et en relation immédiate, dans les travaux et les services de sous-traitance, par le mode d'approvisionnement auprès des grossistes. Ce circuit se caractérise dans le secteur de la commercialisation par une gamme réduite de biens et de services, vers un marché restreint.

- Directement, en relation non immédiate, à travers les activités de réparation et d'entretien des biens produits par le supérieur. Leur formation et leur évolution est liée à l'élimination progressive des activités «traditionnelles» au profit d'activités «modernes», et à leur transformation en activités d'accompagnement.

- Indirectement, lorsque les activités exercées n'ont aucun lien physique direct avec le supérieur, parce que les activités de ce dernier ne cherchent pas à pénétrer, à une période donnée, tel ou tel secteur de production, de distribution ou de service. Les activités sont alors intégrées au niveau local et peu pénétrées par l'innovation. Elles transforment avec des techniques traditionnelles les produits locaux et régionaux (tisserands, teinturiers, menuisiers, cordonniers, ...).

- Le circuit supérieur est le moteur économique et l'inférieur s'adapte à la situation, mais les possibilités de cette adaptation sont vite atteintes, bien qu'il absorbe une part des aléas de la conjoncture.

En définitive, le développement du circuit inférieur est étroitement limité par le supérieur.

Les localisations de Tlemcen et de Saïda plus ou moins éloignées de la ville centre, Oran et Alger, influent sur la taille du circuit inférieur dans la mesure où les unités industrielles «modernes» s'installent avec beaucoup de réticence loin des centres réunissant les entreprises du secteur public dont la proximité est économiquement très favorable. La taille du circuit inférieur est aussi liée au nombre des industries qui, incapables de soutenir le rythme des modernisations qui s'effectuent dans la nation, glissent dans le circuit inférieur.

D'autre part, le mode d'interventions de l'État, typiquement technocratique, ne permet pas une évolution favorable. A titre d'exemple, dans le secteur de la production du tapis, l'Office National du Tapis forme et emploie des ouvriers dans ses ateliers en utilisant un matériel moderne, au risque de le sous-utiliser, faute de techniciens formés, mais il ne cherche pas à utiliser l'organisation «traditionnelle» existante et à mettre en place une structure plus souple de formation et d'aide à la production et la commercialisation des artisans. Il n'y a pas la volonté de faire évoluer

le circuit inférieur, mais celle de créer à côté une autre structure.

Le circuit inférieur est donc limité dans ses capacités d'évolution, du fait de la rigidité des mécanismes de crédit et de la dépendance vis-à-vis des intermédiaires, limité aussi au niveau spatial où il assure l'intégration ville-campagne dans une zone relativement étroite. A l'encontre du circuit supérieur qui organise un réseau national de flux de commandements, de biens et de services, le circuit inférieur organise un réseau local qui entretient des liens extrêmement lâches avec les réseaux locaux des autres villes moyennes de la région.

EN CONCLUSION, LE ROLE SPATIAL DE TLEMCCEN ET DE SAÏDA.

Les différences que nous avons relevées entre Tlemccen et Saïda sont les réponses particulières à l'impact de la modernisation, du fait de leur localisation et de leur histoire propres. Ces villes subissent les conséquences des disparités spatiales.

L'Oranie constitue aujourd'hui encore une entité économique réelle, mais elle s'intègre de plus en plus à l'espace national. Si les échanges commerciaux internes à la région restent majoritaires, les flux de décisions viennent de plus en plus d'Alger. Oran est dépossédée d'une partie de ses services de commandement au profit d'Alger. En ce qui concerne les échanges des biens, les relations Tlemccen Oran se sont quantitativement renforcées et Saïda est toujours dans l'orbite de l'Oranie. Mais les mouvements de capitaux s'effectuent rarement en faveur de l'Oranie et c'est Alger ou les pôles de développement, tel Arzew, qui bénéficient souvent des nouveaux investissements, tout au moins dans la première phase d'industrialisation, ce qui conduit à accentuer les déséquilibres régionaux. L'intégration nationale se renforce donc, mais il ne semble pas que Tlemccen ou Saïda profitent actuellement de cette nouvelle situation.

Tlemccen a su organiser autour d'elle un réseau qui la met en relation avec le reste de sa wilaya. Elle s'appuie sur un ensemble de villes, Sebdou, Nedroma, Remchi, Maghnia. La relation ville campagne et le drainage des revenus agricoles a servi le développement des activités commerciales et industrielles de Tlemccen. Les mêmes relations, quoique plus faibles à Saïda, n'ont fait qu'entretenir une classe d'intermédiaires locaux ou situés dans les villes de l'Oranie du Nord qui n'ont pas investi leurs revenus dans le secteur productif, mais qui ont renforcé leur propre situation.

La politique de déconcentration et de rééquilibrage urbain, les tentatives de freiner l'exode rural se heurtent à des problèmes immenses et, dans l'immédiat, la situation des villes moyennes ne doit pas se modifier profondément. Des programmes régionaux, des investissements industriels diffusés sur le territoire national ne semblent pas transformer profondément la réalité socio-économique, malgré les modifications qui interviennent dans l'organisation de l'espace. Car il s'effectue actuellement un ajustement entre le réseau urbain existant formellement, hérité de la colonisation, et qui correspondait à une certaine logique, une certaine situation, et un autre type de réseau qui se met en place, plus ou moins facilement, en raison des choix algériens dans les domaines politiques et économiques. Les tensions spatiales qui en résultent sont fortes car ce nouveau réseau a un caractère volontaire très affirmé, dans une situation historique où la politique algérienne s'efforce de modifier la nature de la dépendance économique internationale.

Jean-Marie MIGNON
Dominique ROMANN

NOTES

- (1) Milton SANTOS, *L'espace partagé*, Génin, 1975.
- (2) Michel CORNATON, *Les regroupements de la colonisation*, Ed. Ouvrières, 1967, p. 125.
- (3) J. BRABANT, *Structures sociales et structures géographiques à Oran*, III^e Séminaire de cartographie statistique, Alger, 1969.
- (4) Recensement de la population. 1966, Direction Générale du Plan, Commissariat National au recensement de la population, Alger, 1970.
- (5) Tlemcen : 96 000 habitants dans l'agglomération en 1972, 21 900 employés ; Saïda : 51 000 habitants dans l'agglomération en 1972, 6 400 employés.
- (6) Association Algérienne pour la Recherche Démographique, Economique et Sociale, *Distribution et formation du revenu dans la wilaya de Saïda*, Alger, octobre 1972.
- (7) A. PRENANT, La propriété foncière des citadins dans les régions de Tlemcen et de Sidi Bel Abbès, *Annales Algériennes de Géographie*, 2^e année, No. 3, janvier - juin 1967.